



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'ajout d'un code déchet autorisé  
sur l'installation exploitée par la société LEXY RECYCLAGE  
sur le territoire de la commune de Lexy.**

N° 2024-0224

AIOT 0006207859

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier l'article L. 181-14 ;

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-0637 du 02 avril 2014 autorisant la société LEXY RECYCLAGE à exploiter une installation de tri/transit/regroupement et traitement de déchets non dangereux sur la commune de Lexy ;

**Vu** la modification notable portée à la connaissance du préfet par l'exploitant par courrier daté du 05 juillet 2024 relative à la réception de déchets classés sous le code 19 12 12 sur son installation de Lexy ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées, référencé CR/RGZ/1082-2024 du 22 juillet 2024, examinant la demande de l'exploitant ;

**Vu** la transmission, le 23/07/2024 par voie électronique, du projet d'arrêté à la société LEXY RECYCLAGE pour observations éventuelles, conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'Environnement ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 23 juillet 2024 ;

**Considérant** que la nature des déchets admis sur le site est inchangée ;

**Considérant** qu'il n'existe pas de code déchet visant un mélange de métaux ferreux et non ferreux provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11 ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ et portée du présent arrêté**

L'article 9.1.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2013-0637 du 02 avril 2014 autorisant la société LEXY RECYCLAGE, située au lieu-dit Voye des Roses – 54720 – LEXY, à exploiter une installation de tri/transit/regroupement et traitement de déchets non dangereux est complété par les dispositions suivantes :

« L'installation est autorisée à recevoir des déchets correspondant au code déchet 19 12 12 sous réserve que le mélange soit exclusivement constitué de métaux ferreux et non ferreux. »

### **Article 2 : Sanctions administratives**

En cas de non-respect des obligations prévues par le présent arrêté, des sanctions pourront être prises, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 – NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

### **Article 4 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société LEXY RECYCLAGE

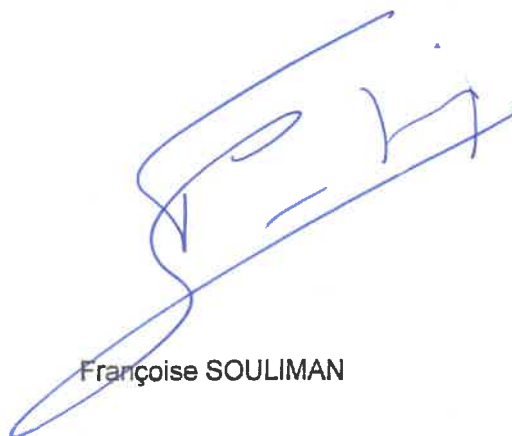
et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Val de Briey
- Monsieur le maire de Lexy

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le **01 AOUT 2024**

Le Préfet,



Françoise SOULIMAN

Page 10